



JUN 9 1981

Distr.
LIMITEE

T/L.1227
3 juin 1981
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

Quarante-huitième session
Point 4 de l'ordre du jour

UN/SA COLLECTION

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1520ème séance, le 29 mai 1981, le Conseil de tutelle a désigné un comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qu'il a chargé de proposer, sur la base des délibérations qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et de faire des recommandations au sujet du chapitre relatif à la situation dans ce territoire à inclure dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
2. Le Comité de rédaction a tenu ___ séances. Il a bénéficié du concours de représentants de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu de la discussion générale qui avait eu lieu au Conseil de tutelle sur la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et de recommandations qui, à son avis, reflètent les opinions de la majorité des membres du Conseil et qui sont reproduites dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1225 et Add.1), en tant que texte de base à utiliser pour le chapitre relatif à la situation dans ce territoire à inclure dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande également que le Conseil de tutelle adopte les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe et les ajoute à la fin de son rapport.

Annexe

PROJET DE CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. GENERALITES

Le pays et ses habitants

1. Le Conseil de tutelle note qu'un recensement de la population du Territoire sous tutelle a eu lieu en 1980. Le Conseil espère que les données ainsi recueillies seront utilisées efficacement aux fins de planification et de développement.
2. Le Conseil prend note de la déclaration faite par l'Autorité administrante que les titres de propriété détenus par le Gouvernement du Territoire sous tutelle mais physiquement situés dans la juridiction des nouveaux gouvernements sont maintenant transférés à ces derniers.
3. Le Conseil prend note des dispositions prises par l'Autorité administrante en vue d'exécuter des travaux d'architecture et d'ingénierie à Ponapé, pour répondre à la préoccupation exprimée par le Président des Etats fédérés de Micronésie.
4. Le Conseil prend note des préoccupations que n'ont cessé d'exprimer les représentants du Territoire sous tutelle sur les dangers qui pourraient résulter du stockage de déchets nucléaires dans la région du Pacifique. Le Conseil prend note en particulier de l'appel lancé lors de la 1514^{ème} séance du Conseil (T/PV/1514) par M. Francisco C. Ada, représentant spécial de l'Autorité administrante pour les îles Mariannes septentrionales. A cet égard, le Conseil prend note des observations formulées par l'Autorité administrante figurant dans le document T/OBS.10/50 au sujet de la communication publiée sous la cote T/COM.10/L.286.
5. Le Conseil prend note avec satisfaction des efforts entrepris pour améliorer le système de télécommunications sur haute fréquence et prend acte des accords qui ont été signés en vue de l'installation d'un réseau de télécommunications par satellite sur l'ensemble du Territoire.

Déplacements de population

6. Le Conseil de tutelle prend note de la déclaration faite par M. Daniel J. High, Haut Commissaire adjoint par interim et représentant spécial de l'Autorité administrante, selon laquelle les activités vont se poursuivre en vue d'améliorer la situation des populations déplacées d'Enewetak et de Bikini et de renforcer les programmes de santé et d'alimentation à l'intention de ces régions et d'autres régions des îles Marshall touchées par les problèmes nucléaires.

7. Le Conseil note avec regret que le programme de santé proposé au titre d'une récente loi des Etats-Unis d'Amérique n'ait pas encore été mis à exécution. Le Conseil note qu'on ne sait pas encore exactement quels sont les bénéficiaires de ce plan et prie instamment les parties intéressées de trouver une solution rapide à ce problème. A cet égard, le Conseil se demande si une enquête par sondage pourrait être menée parmi la population des îles Marshall sans préjudice de la mise en application immédiate du programme de santé en faveur des populations de Bikini et d'Enewetak.

8. Le Conseil note avec regret qu'il n'a pas été possible à tous les habitants de l'atoll d'Enewetak de se réinstaller comme ils l'espéraient. Cependant le Conseil note que des mesures intermédiaires ont été prises après consultation étroite avec les habitants d'Enewetak eux-mêmes en vue de leur réinstallation. Le Conseil tient à réitérer son souci de voir toute proposition de réinstallation tenir pleinement compte des dangers quels qu'ils soient qui pourraient subsister pour la santé des habitants.

9. Le Conseil note que l'élaboration d'un plan directeur de réinstallation des Bikinien est actuellement à l'étude. Le Conseil prend note avec satisfaction des mesures prises pour améliorer les conditions de vie provisoires des Bikinien dans les îles de Kili et d'Ejit tout en reconnaissant qu'ils souhaitent retourner plus tard à Bikini lorsqu'ils pourront le faire sans danger. Le Conseil prend note avec satisfaction de la décision de construire une piste d'atterrissage dans l'île de Kili.

10. Le Conseil tient à réaffirmer qu'il convient de se préoccuper d'urgence des difficultés sociales, culturelles et économiques que rencontrent les habitants d'Ebeye par suite du surpeuplement de l'île. A cet égard le Conseil note que le projet concernant la mise en place d'un réseau d'assainissement à Ebeye est achevé et que l'on envisage la possibilité d'aménager l'île d'Ebadon en vue de réinstaller une partie de la population d'Ebeye

Réparations pour dommages de guerre et d'après-guerre

11. Le Conseil de tutelle exprime une nouvelle fois sa préoccupation devant le fait que les réparations pour dommages de guerre, telles qu'elles ont été déterminées par la Commission micronésienne des réparations, n'ont pas encore été réglées et demande aux parties intéressées d'entreprendre de nouveaux efforts afin de résoudre, au mieux des intérêts des victimes innocentes, ce problème depuis si longtemps en suspens.

B. PROGRES POLITIQUE

Structure politique générale

12. Le Conseil de tutelle note que la Constitution des Palaos a été adoptée lors du référendum du 9 juillet 1980 et qu'elle est entrée en vigueur le 1er janvier 1981. Le Conseil est heureux de noter qu'avec l'établissement d'un gouvernement constitutionnel aux Palaos, il existe maintenant des gouvernements constitutionnels dans tout le Territoire sous tutelle.

13. Le Conseil note que la responsabilité des questions administratives dans tout le Territoire sous tutelle est maintenant exercée par les gouvernements constitutionnels et que le pouvoir de suspension détenu par le Haut Commissaire n'a été exercé que rarement.

14. Le Conseil se félicite des contacts accrus que les gouvernements constitutionnels ont établis avec les autres nations de la région. A cet égard, le Conseil note avec un intérêt particulier que les Etats fédérés de Micronésie, les îles Marshall et les Mariannes septentrionales sont devenus membres de la Commission du Pacifique Sud et que les Etats fédérés ont maintenant rang d'observateur dans cette instance.

Gouvernement du Territoire

Législatures

15. Le Conseil note que la Législature des Palaos, élue le 4 novembre 1980, s'est réunie pour la première fois le 1er janvier 1981.

16. Le Conseil note qu'il existe un différend d'ordre juridictionnel entre le Gouvernement des îles Marshall et la Nitijela d'une part et le Cabinet du Haut Commissaire d'autre part au sujet de la procédure relative au plébiscite qui doit se tenir sur le statut futur. Le Conseil note que le cas est à l'étude au Département de l'intérieur des Etats-Unis et espère qu'une solution rapide sera apportée à cette question.

Pouvoir exécutif

17. Le Conseil note qu'au cours de l'année 1980 le transfert des fonctions et des responsabilités du siège de l'Autorité administrante aux nouveaux gouvernements constitutionnels s'est poursuivi à un rythme rapide. Le Conseil note que le rôle de l'Autorité administrante se limite de plus en plus à la supervision du programme d'amélioration de l'infrastructure, l'utilisation des crédits alloués par le Congrès des Etats-Unis d'Amérique et certaines questions de politique étrangère.

18. Le Conseil note que des élections ont eu lieu aux Palaos le 4 novembre 1980 en vue de la mise en place du nouveau gouvernement constitutionnel qui est entré en fonction le 1er janvier 1981.

Fonction publique

19. Le Conseil réitère son souci de voir l'Autorité administrante mettre à la disposition des Micronésiens autant de programmes de formation intensive qu'elle le pourra pour les préparer à assumer de nouvelles responsabilités, et espère que des spécialistes pourront être fournis dans les domaines techniques et autres domaines spécialisés où le besoin s'en fait sentir, jusqu'à ce que des Micronésiens qualifiés aient été formés pour les remplacer.

20. Le Conseil réaffirme également sa conviction que l'importance des effectifs du personnel des administrations publiques dans l'ensemble du Territoire sous tutelle demeure préoccupante, grevant lourdement les budgets du Territoire et absorbant une part disproportionnée de la main-d'oeuvre qualifiée. Le Conseil prie instamment l'Autorité administrante d'apporter toute l'aide possible à la création d'emplois dans le secteur privé, de telle sorte que la fonction publique puisse être rationalisée et ses effectifs réduits sans qu'il en résulte une aggravation du chômage.

Education politique

21. Le Conseil s'inquiète sérieusement de la lenteur avec laquelle se déroule le programme d'éducation politique qui doit préparer la population au plébiscite prévu pour une date prochaine. Le Conseil insiste pour que les Micronésiens soient mis pleinement au courant des options qui s'offrent à eux et note les assurances données par l'Autorité administrante que ce programme sera mis en train en temps voulu avec la coopération des gouvernements constitutionnels.

Décentralisation

22. Le Conseil note avec satisfaction la réduction des effectifs au siège des services de l'Autorité administrante à Saïpan, et note la déclaration faite par M. High, représentant spécial de l'Autorité administrante, selon laquelle son cabinet fonctionnera à l'avenir en tant qu'organisme d'assistance technique et administrative, transférant la responsabilité des tâches administratives directes aux nouveaux gouvernements constitutionnels.

C. PROGRES ECONOMIQUE

Généralités

23. Le Conseil de tutelle constate avec regret que le niveau de l'économie du Territoire ne permet pas de dégager des ressources suffisantes pour couvrir les dépenses administratives et sociales des gouvernements constitutionnels. En particulier, les déséquilibres structurels de l'économie ne paraissent pas avoir été réduits de manière significative. Dans ces conditions, il estime qu'au moment où les Micronésiens ont à se prononcer sur leur avenir politique, l'aide économique au Territoire devrait être maintenue, au moins au niveau actuel, afin de permettre aux populations d'atteindre un certain degré d'indépendance économique.

24. Le Conseil relève à cet égard que l'économie micronésienne continue à ressentir les effets de l'inflation et de la hausse du prix de l'énergie. Il note toutefois les efforts accomplis en faveur de la recherche et du développement de sources d'énergie alternatives, notamment solaire et éolienne.

25. Le Conseil note que la valeur des importations du Territoire est cinq fois plus élevée que celle des exportations et que les ressources tirées du coprah et du thon ont baissé cette année. Dans la mesure où les ressources tirées de l'agriculture, de l'artisanat, de la pêche et du tourisme ne peuvent augmenter rapidement dans des proportions significatives, le Conseil demande à l'Autorité administrante de favoriser le développement de productions susceptibles de satisfaire les besoins locaux, en particulier alimentaires. Il note que l'Autorité administrante fournit une assistance aux gouvernements constitutionnels qui le souhaitent afin de développer les produits locaux et de décourager ainsi les achats de produits similaires à l'étranger.

26. Le Conseil se félicite de l'inclusion de l'huile de coco dans le système général de préférences tarifaires et de la suppression des droits de douane frappant l'huile de coco à partir de 1981.

27. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante fournira les fonds nécessaires à la réalisation des objectifs du programme quinquennal d'amélioration de l'équipement qui s'achève cette année. Il espère que les contrats finals pourront être rapidement adjugés.

28. Le Conseil regrette que la deuxième phase du programme d'amélioration de l'équipement, qui avait été conçue pour assurer le développement des îles périphériques ne soit plus considérée par l'Autorité administrante que comme un inventaire de projets qui pourraient être réalisés ultérieurement. Il espère toutefois que certains éléments de la deuxième phase du programme d'amélioration de l'équipement seront réalisés avant la levée de l'Accord de tutelle.

29. Le Conseil note que dans certaines parties du Territoire l'approvisionnement en eau et en électricité continue à être irrégulier. En attendant la réalisation des projets d'énergies alternatives, il estime prioritaire d'entreprendre un effort en faveur de la modernisation des générateurs au diesel.

Finances publiques

30. Le Conseil note que les gouvernements constitutionnels ont eu, pour l'exercice budgétaire 1982 la possibilité de déterminer les priorités de leurs programmes selon certaines directives budgétaires.

31. Le Conseil a pris note avec intérêt que des fonds additionnels ont été fournis aux gouvernements constitutionnels pour couvrir les dépenses auxquelles ils ont à faire face pendant la période transitoire. Il souhaite toutefois, qu'au cas où une éventuelle réduction des programmes fédéraux interviendrait, elle n'affecte pas le niveau de l'assistance fournie au Territoire, notamment dans le domaine social.

32. Le Conseil souhaite qu'il soit tenu compte des opinions des gouvernements intéressés en vue de rationaliser le système de gestion financière et de faciliter l'établissement du budget et de la comptabilité.

33. Le Conseil réitère son opinion selon laquelle le système des taxes et impôts du Territoire doit tendre à décourager les importations de biens et produits qui peuvent être obtenus sur place.

Aide des institutions internationales et des pays tiers

34. Le Conseil encourage vivement les dirigeants du Territoire à développer leurs relations avec les divers programmes régionaux et internationaux.

35. Le Conseil note également avec satisfaction l'assistance fournie par l'OMS dans le cadre du programme triennal de développement de la santé, lancé en 1979, notamment dans le domaine de la formation de personnel médical et paramédical et de l'octroi de bourses. L'intervention de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également permis de réduire la mortalité due à certaines maladies, d'améliorer l'alimentation des enfants et de permettre à la communauté de contrôler elle-même ces maladies. Des cours de formation pour l'enseignement de la nutrition et de la santé ont été organisés l'été dernier en liaison avec la Commission du Pacifique Sud (CPS). Le Conseil encourage les gouvernements constitutionnels à poursuivre dans cette voie.

36. Le Conseil note avec satisfaction les efforts entrepris par les gouvernements du Territoire en vue de nouer des relations ou de développer une coopération avec les autres Etats de la région. Il relève à cet égard que les gouvernements des îles Marshall et des Etats fédérés de Micronésie ont signé des accords d'assistance avec le Gouvernement du Japon et que les Palaos se proposent de faire de même. Il prend note également de l'adhésion des Etats fédérés de Micronésie au Bureau de coopération économique du Forum du Pacifique.

Crédit

37. Le Conseil se félicite de ce que les gouvernements constitutionnels pourront recourir aux prêts du Economic Development Loan Fund dès que leur système bancaire aura été mis en place.

Questions foncières

38. Le Conseil prend note du transfert des terres domaniales aux gouvernements constitutionnels.

39. Le Conseil prend note de ce que les stations météorologiques et bâtiments attenants encore sous contrôle du Gouvernement du Territoire, seront remis aux gouvernements constitutionnels avant la levée de l'Accord de tutelle.

40. Le Conseil prend note de ce que les moyens de financer l'achat ou la location des terrains que l'Autorité administrante détient actuellement en vertu d'accords de jouissance de durée indéterminée, sont maintenant disponibles et que des négociations sont en cours. Il relève à cet égard que l'Autorité administrante compte régler la plupart des paiements avant la fin de 1981.

Agriculture et élevage

41. Le Conseil estime que le développement de la production agricole et de l'élevage en vue de satisfaire les besoins de la population est resté prioritaire. Il demande, en outre, à l'Autorité administrante de favoriser une agriculture tournée vers l'exportation.
42. Le Conseil réitère le vœu que l'étude sur le développement de plantations de poivriers à Ponapé et le projet d'élevage de poulets de Truk, complété à 70 p. 100, soient rapidement menés à terme.
43. Le Conseil a pris note de la distribution d'une nouvelle variété de cocotier et demande à l'Autorité administrante de maintenir son effort pour améliorer le rendement de plantations de cocotiers, de manière à assurer l'approvisionnement des deux usines de traitement de coprah existant dans le Territoire.

Ressources maritimes

44. Le Conseil note avec satisfaction que les trois autorités maritimes des Etats fédérés de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos travaillent à renforcer leur législation pour assurer la protection de la zone des 200 milles. Il prend note de l'intention de l'Autorité administrante de fournir à cet égard son assistance afin que les droits des Micronésiens sur la zone des 200 milles soient respectés.
45. Le Conseil note avec intérêt que les Gouvernements des îles Marshall, des Etats fédérés de Micronésie et des Palaos ont signé un accord de licence avec l'Association américaine des thoniers. Il relève également avec intérêt qu'un accord de pêche a été signé par le Gouvernement des îles Marshall avec le Gouvernement du Japon.
46. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante apporte une constante attention aux projets visant à améliorer l'exploitation des ressources marines. Il se félicite de l'installation de services de recherche marine aux Palaos.

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

47. Le Conseil note que, durant l'année considérée, la délégation du Territoire sous tutelle à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a été composée de représentants des Etats fédérés de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos.
48. Il note à cet égard que la question de leur éventuelle participation à une convention sur le droit de la mer a été évoquée de manière positive à l'occasion de la dernière session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Industrie légère

49. Le Conseil réitère sa préoccupation devant l'absence de petites entreprises industrielles dans le Territoire.

Tourisme

50. Le Conseil souligne que la Micronésie peut être considérée comme une région susceptible d'attirer les touristes. Il prend note du remarquable essor de l'industrie touristique dans les îles Mariannes septentrionales et de progrès plus modestes dans les autres régions du Territoire. Il note à cet égard les projets d'hôtels de tourisme aux Palaos et dans les îles Marshall.

51. Le Conseil estime que le tourisme devrait faire l'objet d'un plan d'ensemble soigneusement préparé et ne pourrait, en tout état de cause, être développé que progressivement. Il note à cet égard que la mise en place d'une industrie touristique nécessiterait une infrastructure développée (routes, eau, électricité, hôtels) et l'existence d'un marché potentiel de touristes.

52. Tout en se félicitant de la croissance du tourisme, le Conseil réitère le vœu que les intérêts de la population, les structures sociales existantes et l'environnement soient respectés et protégés.

Transports et communications

53. Le Conseil estime, avec les représentants des gouvernements constitutionnels, que les transports et les communications continuent à poser un problème sérieux dans le Territoire.

54. Il souhaite à cet égard que les problèmes juridiques nés du transfert de propriété des navires et des aéronefs aux gouvernements constitutionnels soient résolus rapidement. Il prend note à cet égard des négociations entreprises par les Gouvernements des Etats-Unis et des îles Marshall afin de permettre l'enregistrement et l'immatriculation des deux avions des lignes aériennes marshallaises.

55. Le Conseil note avec satisfaction que les travaux sur le dock de Moen (Truk) et de Kosrae sont en voie d'être achevés.

56. Le Conseil note avec satisfaction l'ouverture du nouvel aéroport de Rota, l'agrandissement de l'aéroport de Truk et les améliorations apportées à l'aéroport de Ponapé. Il espère que les nouveaux aéroports aux Palaos et à Kosrae seront achevés rapidement.

57. Le Conseil note avec regret que le réseau routier laisse toujours à désirer dans certaines parties du Territoire, et que certains travaux, exécutés en ce domaine, ne répondent guère aux spécificités locales.

58. Le Conseil a noté le voeu des habitants du Territoire de voir se développer un système de communication par satellites afin de permettre l'amélioration des liaisons internes et externes de la Micronésie et prend note des études entreprises à cet égard par l'Autorité administrante. Il se félicite à cet égard de la signature des accords conclus entre les Gouvernements des Etats fédérés de Micronésie, des Palaos, des îles Marshall, des îles Mariannes septentrionales et la Communications Satellite Corporation.

D. PROGRES SOCIAL

Services médicaux et sanitaires

59. Le Conseil de tutelle se félicite de la mise sur pied d'un programme de formation de personnel de santé pour le Territoire sous tutelle. Le Conseil note que ce programme, dont les installations sont situées à Ponapé, offre des cours intéressant tous les aspects des soins médicaux, et a déjà permis de fournir une formation continue dans ce domaine à plus de 100 Micronésiens.

60. Le Conseil note avec regret que les services de santé en Micronésie ne disposent que de deux médecins micronésiens dotés des qualifications voulues. Il réitère la suggestion de la Mission de visite de 1980 tendant à ce que les gouvernements du Territoire envisagent d'offrir des avantages susceptibles d'encourager les jeunes gens à étudier la médecine. Il note toutefois avec intérêt l'effort consenti en faveur de la formation de médecins auxiliaires.

61. Le Conseil est préoccupé par la dégradation de l'hôpital des Palaos. Il souhaite que les mesures financières nécessaires soient prises afin de permettre d'entreprendre la rénovation de cet hôpital et de compléter celle de l'hôpital de Truk.

62. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a alloué des fonds supplémentaires d'un montant de 3 millions de dollars des Etats-Unis pour les exercices 1981 et 1982 afin d'aider à couvrir les frais de gestion et d'entretien, y compris l'entretien des installations médicales.

63. Le Conseil félicite l'Autorité administrante des efforts incessants qu'elle déploie pour améliorer la santé dans le Territoire sous tutelle. Le Conseil note que les statistiques fournies par l'Autorité administrante indiquent un déclin marqué des principales maladies dans les îles, ce qui témoigne du succès du programme de vaccination exécuté dans le Territoire sous tutelle, et il note avec satisfaction la baisse de la mortalité liée aux maladies intestinales. Toutefois, le Conseil prie instamment l'Autorité administrante de porter une attention particulière à la résurgence de cas de tuberculose à Ponapé et de lèpre aux Etats fédérés de Micronésie.

Développement communautaire

64. Le Conseil exprime l'espoir que la population de la Micronésie prendra conscience de la nécessité de participer plus activement aux projets de développement communautaire. Il souhaite à cet égard qu'une analyse des effets de la tutelle soit entreprise qui permettrait l'établissement de programmes futurs dans le domaine socio-culturel. Il appartiendrait à l'Autorité administrante d'examiner avec les représentants micronésiens les modalités d'une telle étude.

Main-d'oeuvre

65. Le Conseil reste vivement préoccupé par le grave problème du chômage et par le déséquilibre qui existe entre les salariés employés dans le secteur public et ceux qui sont employés dans le secteur privé. Il prend note des efforts accomplis en faveur de l'apprentissage.

Logement

66. Le Conseil prie l'Autorité administrante d'apporter l'attention qui s'impose à la possibilité d'utiliser des matériaux locaux pour les futurs programmes de construction, afin d'éviter un entretien coûteux et d'employer au maximum la main-d'oeuvre micronésienne.

Questions relatives à la jeunesse

67. Le Conseil est préoccupé par les communications qu'il a entendues sur les problèmes de la jeunesse (chômage des jeunes, délinquance juvénile). Il espère que l'Autorité administrante accordera l'attention nécessaire aux conséquences de la structure, particulièrement jeune, de la population du Territoire. A cet égard le Conseil se félicite du programme Young Adult Conservation Corps (YACC).

E. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

Généralités

68. Le Conseil de tutelle estime que l'Autorité administrante a bien servi le Territoire sous tutelle par la mise en place d'un système d'enseignement primaire universel dans l'ensemble des îles. Le Conseil se félicite également du taux élevé de fréquentation des établissements d'enseignement secondaire et espère que des efforts seront faits pour améliorer les plans d'enseignement supérieur et professionnel en préparation de la levée de l'Accord de tutelle.

69. Le Conseil note que les représentants spéciaux du Territoire ont évoqué maintes fois la dégradation des installations de certaines régions. Le Conseil considère que l'entretien des installations existantes devrait être placé au premier rang des priorités et recommande qu'un élément "formation au travail d'entretien" soit inclus dans tous les projets éducationnels restants.

70. Le Conseil réitère la préoccupation exprimée aux sessions précédentes du Conseil de tutelle et les observations des Missions de visite sur le fait qu'il existe un certain danger de désorientation sociale parmi la jeunesse du Territoire. Le nombre croissant de suicides est une tendance particulièrement troublante parmi les élèves diplômés des écoles secondaires qui se trouvent au chômage ou ceux qui ont abandonné en cours d'études. Le Conseil prie donc instamment l'Autorité administrante de faire en sorte que les jeunes se voient offrir toutes les possibilités de servir la collectivité et de trouver un emploi utile tout en apportant leur contribution aux Etats micronésiens naissants.

Enseignement primaire et secondaire

71. Le Conseil salue les efforts déployés par l'Autorité administrante pour promouvoir des programmes spéciaux de formation pour l'entretien des installations afin d'arrêter la dégradation générale des bâtiments des écoles primaires et secondaires, en particulier dans les Etats fédérés de Micronésie. Le Conseil espère que ces programmes pourront être poursuivis après la levée de l'Accord de tutelle.

72. Le Conseil note avec intérêt que des mesures sont prises dans le Territoire sous tutelle pour améliorer les qualifications des enseignants des niveaux primaire et secondaire. A cet égard, le Conseil se félicite des activités que le Territorial Teacher Training Assistance Program (Programme territorial d'assistance à la formation des enseignants), a rendu possibles et espère que des fonds continueront à être alloués après 1981.

73. Le Conseil note avec intérêt la création du Micronesian English Teaching Unit (METU) et qu'il bénéficie du concours de conseillers en matière d'enseignement des langues du South Pacific Forum. Le Conseil prie instamment l'Autorité administrante, de concert avec d'autres établissements d'enseignement supérieur de la région, d'aider dans toute la mesure du possible à transformer le service en un centre de formation permanent.

74. Le Conseil demande à l'Autorité administrante de s'enquérir des difficultés que rencontrent les Etats fédérés de Micronésie concernant l'éducation primaire et secondaire. Le Conseil s'inquiète de l'insuffisance des installations et du taux de fréquentation scolaire qui reste bas si on le compare avec les autres parties du Territoire sous tutelle.

Enseignement supérieur

75. Le Conseil de tutelle note avec préoccupation la condition précaire du Collège de Micronésie. Le Collège étant le principal établissement d'enseignement supérieur du Territoire sous tutelle, le Conseil prie instamment l'Autorité administrante de veiller à ce que ses installations ne se dégradent pas au point de compromettre son accréditation auprès du système scolaire des Etats-Unis.

76. Le Conseil juge encourageant le fait que les gouvernements des Etats fédérés de Micronésie, des îles Marshall et des Palaos aient pris l'engagement de continuer à appuyer le Collège de Micronésie après la levée de l'Accord de tutelle. Le Conseil considère que c'est là un principe important pour le développement futur du Territoire et espère que le Collège continuera à servir de lien entre les populations des îles.

77. Le Conseil accueille favorablement l'accréditation de l'Ecole d'infirmières des îles Mariannes septentrionales auprès du Collège de Micronésie.

78. Le Conseil accueille avec satisfaction la création, dans les îles Mariannes septentrionales, d'un junior community college ce qui permettra d'améliorer les facilités de formation pratique au niveau post-secondaire.

/...

Formation professionnelle

79. Le Conseil accueille avec satisfaction la création dans le Territoire sous tutelle de programmes qui prévoient des cours spéciaux à l'intention des handicapés. Le Conseil rend hommage à l'Autorité administrante et aux gouvernements constitutionnels pour les efforts particuliers qu'ils ont déployés à l'occasion de l'Année internationale des personnes handicapées et espère que des ateliers du type de ceux qui ont été organisés en coopération avec l'Université de Guam, pourront être tenus sur une base régulière.

80. Le Conseil accueille avec satisfaction les programmes de formation professionnelle tels le Micronesian Trades Apprenticeship Program et le Young Adult Conservation Corps et se félicite de ce qu'on reconnaisse l'importance de l'acquisition de compétences techniques. Le Conseil prie instamment l'Autorité administrante d'élargir dans toute la mesure du possible de tels programmes en vue de doter les jeunes des compétences nécessaires qui leur permettront de contribuer au développement économique de la Micronésie.

81. Le Conseil prend acte avec intérêt du fait que sept nouveaux programmes d'enseignement professionnel et de formation aux métiers du bâtiment ont été créés dans les îles Mariannes septentrionales et qu'un certain nombre de Micronésiens venant de toutes les parties du Territoire sous tutelle ont participé à un atelier organisé sous les auspices de l'Université de Hawaii à Saïpan. Le Conseil espère que les cours dispensés à l'heure actuelle serviront de fondation solide pour l'élaboration et la réforme des programmes et la planification de la main-d'oeuvre dans l'ensemble du Territoire sous tutelle.

Formation des enseignants

82. Le Conseil prend acte des efforts déployés par l'Autorité administrante en vue d'améliorer le niveau général de qualification des enseignants du Territoire sous tutelle. A cet égard, le Conseil prend note des nouvelles normes régissant le certificat d'aptitude à l'enseignement et exprime l'espoir que soient dispensés encouragements et incitations suffisants pour améliorer les perspectives de la carrière enseignante par rapport à la fonction publique.

83. Le Conseil note qu'un certain nombre de séminaires de formation intensive à l'intention des enseignants locaux, spécialistes de langues, se sont tenus en 1981 et exprime l'espoir que l'on continuera à reconnaître combien il importe d'améliorer la qualité de l'anglais commercial et technique et à appuyer de tels programmes.

84. Le Conseil espère qu'une attention spéciale sera accordée au Collège de Micronésie qui reste le principal établissement pédagogique et prie instamment l'Autorité administrante de faire tout ce qui est en son pouvoir pour améliorer le niveau de qualifications éducatives au cours de la période précédant la levée de l'Accord de tutelle.

/...

F. EVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET PROGRES VERS L'AUTONOMIE
OU L'INDEPENDANCE

85. Le Conseil de tutelle réaffirme le droit inaliénable de la population de la Micronésie à l'autodétermination, y compris le droit à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à l'Accord de tutelle.
86. Le Conseil note que la population des Palaos a approuvé le projet de constitution par 78 p. 100 des suffrages lors du référendum tenu le 9 juillet 1980, que des élections pour un nouveau gouvernement constitutionnel ont eu lieu le 4 novembre 1980, et que le nouveau gouvernement élu et la nouvelle constitution ont commencé à fonctionner le 1er janvier 1981.
87. Le Conseil constate que des progrès substantiels sur les négociations relatives au statut politique sont intervenus en 1980. Il note à cet égard que l'Accord de libre association a été paraphé par les représentants des Etats-Unis d'une part, et ceux des îles Marshall et des Etats fédérés de Micronésie de l'autre, le 31 octobre 1980, et que le Président élu des Palaos a, à son tour, procédé à cette formalité le 17 novembre 1980.
88. Le Conseil, tout en comprenant la nécessité pour l'Autorité administrante de procéder à un examen de sa politique concernant le Territoire sous tutelle, note toutefois que l'intention des Etats-Unis de chercher à mettre fin à l'Accord de tutelle d'ici à 1981 n'a pu être confirmée au cours de la présente session.
89. Le Conseil espère que les négociations entre l'Autorité administrante et les gouvernements constitutionnels concernés aboutiront à un résultat mutuellement satisfaisant dans le respect de la personnalité de chacun. Il souhaite que l'Autorité administrante continue à le tenir informé des progrès des pourparlers.
90. Le Conseil note avec intérêt les déclarations des représentants des gouvernements constitutionnels qui ont souligné, comme l'an dernier, leur désir de maintenir des relations privilégiées et étroites avec l'Autorité administrante après la levée de l'Accord de tutelle.
91. Le Conseil note qu'une fois l'Accord de libre association signé, le Gouvernement des Etats-Unis et les gouvernements constitutionnels le soumettront à un référendum qui aura lieu simultanément dans chacune des régions où il s'applique. Il prend note de l'intention exprimée par l'Autorité administrante de demander à la communauté internationale de participer à l'observation du référendum par l'intermédiaire des organes appropriés des Nations Unies.
92. Le Conseil réitère avec insistance son avis selon lequel toute la population de la Micronésie doit avoir, avant ce référendum, toute possibilité de s'informer sur les divers choix politiques qui s'offrent à elle, y compris l'indépendance. Il souhaite à cet égard qu'un programme d'éducation politique soit rapidement et sérieusement entrepris.

93. Pas plus que les années précédentes, le Conseil ne fait de recommandations précises quant au statut politique futur des différentes entités micronésiennes. Il rappelle son opinion selon laquelle la libre association est une option qui n'est pas incompatible avec les termes de l'Accord de tutelle, dès lors que les populations l'auront librement acceptée.

94. Le Conseil prend bonne note de l'intention des Etats-Unis de conclure les négociations et de chercher à mettre fin à l'Accord de tutelle à bref délai.

95. Le Conseil prend note de la réaffirmation par le Gouvernement des Etats-Unis de son intention de procéder ainsi en pleine conformité avec la Charte des Nations Unies, et le Conseil note que, le moment venu, le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de traiter la question de la levée de l'Accord en liaison avec le Conseil de tutelle et le Conseil de sécurité.

96. Le Conseil demande à l'Autorité administrante d'envisager de maintenir, à l'issue de son mandat, le montant de son aide à un niveau comparable à celui existant actuellement.

97. Le Conseil exprime une nouvelle fois le souhait que les Micronésiens prennent toutes dispositions en vue d'établir, après la levée de l'Accord de tutelle, l'entité panmicronésienne qu'ils ont convenu de créer à Molokai, en octobre 1977.
